

Publications périodiques

Comptes annuels

SOCIETE GENERALE SCF

Société anonyme au capital de 150 000 000 €.
Siège social : 17, cours Valmy, 92800 Puteaux.
479 755 480 R.C.S. Nanterre.

I. — Bilan au 31 décembre 2017.

(En milliers d'Euros.)

Actif	31/12/2017	31/12/2016
Caisse, banques centrales, comptes courants postaux (note 2)	14	21
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit (note 3)	9 677 760	8 345 089
A vue	9 489	7 981
A terme	9 668 271	8 337 108
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales		
Autres concours à la clientèle		
Comptes ordinaires débiteurs		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Crédit-bail et location avec option d'achat		
Location simple		
Immobilisations incorporelles (note 4)		
Immobilisations corporelles		
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Autres actifs (note 5)	253	1 176
Comptes de régularisation (note 5)	227 831	339 194
Total	9 905 858	8 685 480

Passif	31/12/2017	31/12/2016
Banques centrales, Comptes courants postaux		
Dettes envers les établissements de crédit (note 6)	7	87
A vue		
A terme	7	87
Opérations avec la clientèle		
Comptes d'épargne à régime spécial		
A vue		
A terme		
Autres dettes		
A vue		
A terme		
Dettes représentées par un titre (note 7)	9 650 863	8 432 623
Bons de caisse		
Titres de marché interbancaires et titres de créances négociables		
Emprunts obligataires	9 650 863	8 432 623
Autres dettes représentées par un titre		
Autres passifs (note 8)	4 065	4 627
Comptes de régularisation (note 8)	13 772	17 616
Provisions		
Dettes subordonnées		
Fonds pour risques bancaires généraux		

Capitaux propres (note 9)	237 152	230 527
Capital	150 000	150 000
Primes d'émission		
Réserves	4 026	3 631
Écart de réévaluation		
Provisions réglementées		
Subvention d'investissement		
Report à nouveau	76 501	68 990
Résultat de l'exercice	6 624	7 906
Total	9 905 858	8 685 480

Résultat de l'exercice en centimes :	6 624 225,45	
Total du bilan en centimes	9 905 858 361,49	

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers)

Hors-bilan	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés :		
Engagements de financement		
Engagements en faveur d'établissement de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle		
Engagements de garantie		
Engagements en faveur d'établissement de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle		
Engagements sur titres		
Titres à livrer		
Autres engagements donnés		
Engagements reçus :		
Engagements de financement (note 13)		
Engagements reçus d'établissement de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie		
Engagements reçus d'établissement de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements sur titres		
Titres à recevoir		
Autres engagements reçus		

Autres engagements	31/12/2017	31/12/2016
Opérations en devises (note 14)		
Engagements devises (achetées ou empruntées) à recevoir	41 691	492 363
Engagements devises (vendues ou prêtées) à donner	37 327	381 649
Engagements sur instruments financiers à terme (note 15)	6 571 691	6 607 434
Autres engagements (note 13)		
Engagements donnés		
Engagements reçus	11 470 829	11 850 729
Engagements douteux		

II. — Compte de résultat.

(En milliers d'euros.)

	31/12/2017	31/12/2016
Produits et charges d'exploitation bancaire		
+ Intérêts et produits assimilés (note 10)	250 072	412 664
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les Ets de crédit	69 804	84 543

+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle		
+ Intérêts et produits sur obligations et autres titres à revenu fixe	-720	-1 265
+ Autres intérêts et produits assimilés	180 989	329 386
- Intérêts et charges assimilées (note 10)	-234 650	-396 030
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les Ets de crédit	-786	-179
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle		
- Intérêts et charges sur obligations et autres titres à revenu fixe	-290 674	-325 830
- Autres intérêts et charges assimilées	56 810	-70 021
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées		
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées		
+ Produits sur opération de location simple		
- Charges sur opérations de location simple		
+ Revenus des titres à revenu variable		
+ Commissions (produits)		
- Commissions (charges) (note 11)	-1	-1
+ / - Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation		
- Opérations sur titres de transaction		
- Opérations de change		
- Opérations sur instruments financiers		
+ / - Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés		
- Plus ou moins value		
- Dotations aux provisions et reprises		
+ Autres produits d'exploitation bancaire		
- Opérations faites en commun		
+ Autres produits d'exploitation bancaire		
- Autres produits non bancaires		
- Autres charges d'exploitation bancaire	-295	39
- Opérations faites en commun		
- Autres charges d'exploitation bancaires	-295	39
Produit net bancaire	15 127	16 672
- Charges générales d'exploitation (note 12)	-4 652	-4 380
- Frais de personnel		
- Autres frais administratifs	-4 652	-4 380
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		
Résultat brut d'exploitation	10 474	12 292
- Coût du risque		
- Coût du risque sur établissement de crédit		
- Coût du risque sur la clientèle		
- Coût du risque sur portefeuille titres		
- Autres opérations		
Résultat d'exploitation	10 474	12 292
+ / - Gains ou pertes sur actifs immobilisés		
- Immobilisations financières		
- Immobilisations incorporelles		
- Immobilisations corporelles		
Résultat courant avant impôt	10 474	12 292
+ / - Résultat exceptionnel		
- Impôt sur les bénéfices (note 13)	-3 850	-4 386
+ / - Dotation / reprises de FRBG et provisions réglementées		
Résultat net de l'exercice	6 624	7 906

III. — Annexe.

Note 1 - Règles et méthodes comptables.

Les comptes sociaux de la société Société Générale SCF SA ont été établis conformément aux dispositions :

— du règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Selon l'Art 513-2, SG SCF est un établissement de crédit spécialisé. La société a pour objet de consentir ou d'acquérir des prêts garantis, des expositions sur des personnes publiques et des titres et valeurs tels que définis aux Art L513-3 à L.513-7.

Les prêts garantis sont des prêts assortis :

— soit d'une hypothèque de premier rang ou d'une sûreté immobilière conférant une garantie au moins équivalente;

— soit d'un cautionnement d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'assurance n'entrant pas dans le périmètre de consolidation défini à l'Art L.233-16 du code de commerce dont relève SG SCF. Toutefois ce cautionnement s'inscrit dans les limites et des conditions déterminées par décret en Conseil d'État et sous réserve que le prêt garanti soit exclusivement affecté au financement d'un bien immobilier,

— Les expositions sur des personnes publiques sont des éléments d'actif, tels que des prêts ou des engagements hors bilan sur des personnes dont la qualité est énumérée à l'Art L.513-4.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

— continuité de l'exploitation,

— permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

— indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales et bancaires d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode comptable et comparabilité des comptes. — Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu au cours de l'exercice.

Changement d'estimation. — Aucun changement d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Créances sur les établissements de crédit. — Les créances sur les établissements de crédit sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours : créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit; créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours pour la clientèle.

Les intérêts courus non échus sur ces créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Elles font l'objet d'une appréciation au cas par cas. Une dépréciation en fonction du risque encouru est constituée pour chacune d'elles.

Aucune dépréciation n'a été constatée dans les comptes de SG SCF au 31 décembre 2017.

Créances douteuses. — Par application du règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, sont distingués comptablement les encours sains et les encours douteux.

Sont des encours douteux, les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes:

— lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour le crédit bail immobilier, neuf mois pour les créances sur des collectivités locales),

— lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré. Il en est ainsi notamment lorsque l'établissement a connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non recouvrement,

— s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie, notamment les procédures de surendettement, de redressement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de bien, ainsi que les assignations devant un tribunal correctionnel.

Par contagion, le classement d'un encours en douteux sur une contrepartie entraîne obligatoirement le déclassement de tous les engagements liés à cette contrepartie, nonobstant l'existence de garanties ou de cautions (sauf cas de litiges ponctuels ou d'un risque de crédit dépendant de la solvabilité d'un tiers).

Les encours douteux donnent lieu à la constitution de dépréciations correspondant à la perte probable.

Les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont présentées dans la rubrique « Coût du risque ».

Aucune créance douteuse n'a été constatée dans les comptes de SG SCF au 31 décembre 2017.

Dettes représentées par un titre. — Les dettes représentées par un titre correspondent à des obligations foncières et autres ressources bénéficiant du privilège défini à l'art L.515-19 du Code monétaire et financier.

Les dettes représentées par un titre et plus précisément par une obligation foncière sont enregistrées pour leur valeur nominale. Les primes de remboursement et les primes d'émissions sont amorties linéairement sur la durée de vie des titres concernés. Elles figurent, au bilan, dans les rubriques d'encours des types de dettes concernées.

L'amortissement de ces primes figures au compte de résultat dans les intérêts et charges sur obligations et titres à revenu fixe. Dans les cas d'émissions d'obligations au dessus du pair, l'étalement des primes d'émission vient en diminution des intérêts et charges assimilées sur obligations et titres à revenu fixe.

Les intérêts courus à verser attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées ».

Au titre de l'art L.515-20 du Code monétaire et financier et de l'art 6 du règlement CRB n°99-10 du 27 juillet 1999, le montant total des éléments d'actif doit être à tout moment supérieur au montant des éléments de passif bénéficiant du privilège mentionné à l'art L.515-19 du dit Code monétaire et financier.

Opérations en devises. — Conformément aux règlements ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014, les opérations enregistrées en devises au bilan ou au hors bilan sont converties sur la base des cours de change officiels à la date de clôture.

Les opérations initiées sont enregistrées en devises par la contrepartie de comptes de positions de change par devises.

A chaque arrêté comptable, le solde des comptes de positions de change est porté en résultat.

Opérations sur instruments financiers à terme. — Les opérations de couverture portant sur des instruments financiers à terme de taux ou de devises sont enregistrées conformément aux dispositions des règlements ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014. Les engagements nominaux sur les instruments à terme sont présentés en hors bilan.

Les charges et produits relatifs aux IFAT utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à un élément identifié, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. Concernant des instruments de taux d'intérêt, ils sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits et charges sur les éléments couverts.

Autres engagements. — En l'absence de précision réglementaire sur les modalités de ventilation relative aux créances remises en pleine propriété à titre de garantie, les créances reçues par la SCF en garantie des prêts accordés sont enregistrées au hors bilan dans le compte « Autres engagements reçus ».

Frais de personnel - avantages du personnel. — SG SCF n'emploie pas de salarié et n'a aucun engagement de retraite ni de charges sociales.

Transactions entre les parties liées. — Conformément au règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, la société Société Générale SCF ne donne pas d'information en annexe pour tout ou partie des raisons suivantes :

— les transactions effectuées ont été conclues à des conditions normales de marché ;
— les transactions effectuées concernent des opérations avec sa société mère, les filiales qu'elle détient (directement ou indirectement) en quasi-totalité ou entre ses filiales détenues en quasi-totalité.

Faits marquants de l'exercice. — La Société Générale SCF a procédé à une restructuration de ses actifs :

— Remboursements des emprunts obligataires suivants :

— Série 5 d'un montant de 245 millions de dollars à l'échéance du 17 mars 2017, qui était couverte par un cross currency swap de 245 millions d'euros arrivé à échéance à cette date ;
— Série 7 d'un montant de 224 millions de dollars à l'échéance du 19 juin 2017, qui était couverte par un cross currency swap de 245 millions d'euros arrivé à échéance à cette date ;
— Série 21 d'un montant de 30 millions d'euros à l'échéance du 29 juillet 2017 qui était couverte par un cross currency swap de 30 millions d'euros arrivé à échéance à cette date ;
— Série 34 d'un montant de 100 millions d'euros à l'échéance du 25 mars 2017 ;
— Série 36 d'un montant de 200 millions d'euros à l'échéance du 25 juin 2017 ;

— Émissions des emprunts obligataires suivants :

— Série 40 d'un montant de 500 millions d'euros dont la date d'émission est le 21 juillet 2017 et la date d'échéance le 21 juillet 2025 ;
— Série 41 d'un montant de 500 millions d'euros dont la date d'émission est le 21 juillet 2017 et la date d'échéance le 21 juillet 2026 ;
— Série 42 d'un montant de 1 000 millions d'euros dont la date d'émission est le 21 juillet 2017 et la date d'échéance le 21 juillet 2027 ;

— Les mouvements relatifs au prêt de remplacement ont été les suivants :

— A la date de 5 janvier 2017 la Société Générale SCF a procédé à une souscription d'un prêt de remplacement au taux négatif de 228 millions avec une échéance fixée au 20 mars 2017 ;
— A la date de 20 mars 2017 la Société Générale SCF a procédé à une souscription d'un prêt de remplacement au taux négatif de 225 millions avec une échéance fixée au 26 juin 2017 ;
— A la date de 27 juin 2017 la Société Générale SCF a procédé à une souscription d'un prêt de remplacement au taux négatif de 228 millions avec une échéance fixée au 29 septembre 2017 ;
— A la date de 29 septembre 2017 la Société Générale SCF a procédé à une souscription d'un prêt de remplacement au taux négatif de 232 millions avec une échéance fixée au 29 décembre 2017 ;
— A la date de 29 décembre 2017 la Société Générale SCF a procédé à une souscription d'un prêt de remplacement au taux négatif de 232 millions avec une échéance fixée au 29 mars 2018 ;

Événements postérieurs à la clôture. — La Société Générale SCF n'a conclu aucun swap ou émission d'emprunts depuis la clôture comptable du 31 décembre 2017. A la date de 29/12/2017 la Société Générale SCF a procédé à une souscription d'un prêt de remplacement de 232 millions avec une échéance fixée au 29 mars 2018."

Note 2. – Opérations interbancaires et assimilées.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Caisses		
Banques centrales	14	21
Comptes courants postaux		
Total	14	21

Note 3. – Créances sur les établissements de crédit.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Comptes et prêts	9 668 816	8 336 629
A vue :	9 489	7 981
Comptes ordinaires	9 489	7 981
Prêts et comptes au jour le jour		
Valeurs reçues en pension au jour le jour		
A terme :	9 659 327	8 328 649
Prêts et comptes à terme (1)	9 659 327	8 328 649
Prêts subordonnés et participatifs		
Valeurs reçues en pension à terme		
Créances rattachées(2)	8 944	8 459

Créances douteuses		
Total brut	9 677 760	8 345 089
Dépréciations		
Total net	9 677 760	8 345 089
Titres reçus en pension		
Créances rattachées		
Total	9 677 760	8 345 089

Note 4.

1. Immobilisations corporelles et incorporelles :

(En milliers d'Euros)	Valeur brute 31/12/2016	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Valeur brute 31/12/2017	Amortissement provisions et dépréciations cumulés	Valeur nette 31/12/2017
Immobilisations incorporelles :	3				3	-3	
Immobilisations corporelles :							
Terrains							
Constructions							
Installations techniques							
Matériels et outillages							
Autres							
Total	3				3	-3	

2. Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles :

(En milliers d'Euros)	Montant au 31/12/2016	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Montant au 31/12/2017
Immobilisations incorporelles :	-3				-3
Immobilisations corporelles :					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques					
Matériels et outillages					
Autres					
Total	-3				-3

3. Ventilation des dotations :

(En milliers d'Euros)	Linéaire	Exceptionnel	Dotation dérogatoire	Reprise dérogatoire	Dotation 2017
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Total					

Note 5. – Autres actifs et comptes de régularisation.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Autres actifs :		
Sous-total	253	1 176
Compte courant SG impôt groupe		
Débiteurs divers	253	1 176
Comptes de régularisation :		
Sous-total	227 831	339 194
Charges comptabilisées d'avance		
Produits à recevoir	216 046	217 151
Créances sur les établissements de crédit		

Opérations avec la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat		
Opérations de location simple		
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Actions propres		
Autres actifs		
Comptes de régularisation	216 046	217 151
Impôts différés		
Autres comptes de régularisation	11 785	122 043
Comptes d'ajustement sur devises (1)	4 364	110 715
Charges à répartir sur prime d'émission	1 814	2 534
Pertes à étaler sur soulte	5 607	8 794
Total brut	228 084	340 371
Dépréciations		
Total net	228 084	340 371

(1) Le compte d'ajustement sur devises est net depuis le 30/06/2013. Au 31/12/2017, la position de la patte prêteuse en dollar à l'actif a diminué à 41 691 K euros et la position de la patte emprunteuse au passif a diminué à 37 327 K euros.

Note 6. – Dettes envers les établissements de crédit.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Dettes à vue :		
Dépôts et comptes ordinaires		
Comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs données en pension au jour le jour		
Dettes à terme :		
Emprunts et comptes à terme		
Valeurs données en pension à terme		
Dettes rattachées	7	87
Titres donnés en pension		
Total	7	87

Note 7. – Dettes représentées par un titre.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables		
Emprunts obligataires	9 431 691	8 212 363
Autres dettes représentées par un titre		
Sous-total	9 431 691	8 212 363
Dettes rattachées	219 172	220 260
Total	9 650 863	8 432 623

Note 8. – Autres passifs et comptes de régularisation.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Opérations sur titres		
Dettes et titres empruntés		
Autres dettes de titres		
Autres passifs	4 065	4 627
Compte courant SG impôt groupe	3 850	4 386
Versement restant à effectuer sur titres		

Créditeurs divers		
Dettes fiscales et sociales	215	241
Comptes de régularisation		
Sous-total	13 772	17 616
Charges à payer	6 305	6 291
Dettes envers les établissements de crédit		
Opérations avec la clientèle		
Dettes représentées par un titre		
Autres passif	3 202	2 903
Comptes de régularisation	3 103	3 388
Dettes subordonnées		
Impôts différés		
Produits constatés d'avance	5 608	8 795
Produits constatés d'avance sur primes d'émission	5 608	8 795
Autres comptes de régularisation	1 859	2 530
Gains à étaler sur soulte	1 859	2 530
Total	17 837	22 243

Note 9.

1. Évolution des capitaux propres :

Affectation du résultat de l'exercice précédent	31/12/2017
Origine :	76 896
Report à nouveau antérieur	68 990
Résultat de la période	7 906
Prélèvement sur les réserves	
Autres mouvements	
Affectation (1) :	76 896
Réserve légale	395
Autres réserves	
Dividendes	
Autres répartition	
Report à nouveau	76 501
<i>(1) La variation des postes de réserves et de report à nouveau par rapport à l'exercice précédent résulte de l'affectation du résultat au 31 décembre 2016 décidée par l'assemblée générale ordinaire en date du 17 mai 2017</i>	

2 - Capital social. — Le capital social est composé de 15 000 000 actions de 10 € de nominal, entièrement libérées.

3 - Ventilation des réserves :

(En milliers d'Euros)	Montant
Réserve légale	4 026
Réserves statutaires	
Autres réserves	
Total	4 026

4. Projet d'affectation du résultat de l'exercice :

(En milliers d'Euros)	Montant
Résultat disponible :	83 125
Report à nouveau antérieur	76 501
Résultat de la période	6 624
Prélèvement sur les réserves	
Affectation :	83 125
Réserve légale	331
Autres réserves	

Dividendes	
Autres répartition	
Report à nouveau	82 794

5. Variation des capitaux propres :

(En milliers d'Euros)	31/12/2016	Augmentation	Diminution	31/12/2017
Capital	150 000			150 000
Primes d'émission				
Réserves	3 631	395		4 026
Écart de réévaluation				
Provisions règlementées				
Subvention d'investissement				
Report à nouveau	68 990	7 511		76 501
Résultat de l'exercice	7 906	6 624	7 906	6 624
Distribution				
Total	230 527	14 530	7 906	237 152

Note 10.

1 - Produits et charges d'intérêts :

(En milliers d'Euros)	Charges	Produits	Net 2017	Net 2016
Sur opérations avec les établissements de crédit :	786	69 804	69 018	84 364
Opérations avec les banques centrales, les comptes courants postaux et les Ets de crédit	786	69 804	69 018	84 364
Titres et valeurs reçus en pension				
Autres				
Sur opérations avec la clientèle :				
Créances commerciales				
Autres concours à la clientèle				
Comptes ordinaires débiteurs				
Titres et valeurs reçus en pension				
Autres				
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	290 674	-720	-291 394	-327 095
Sur dettes subordonnées				
Autres intérêts et produits ou charges assimilés	-56 810	180 989	237 799	259 365
Total	234 650	250 073	15 423	16 634

2. Revenus des titres à revenu variable :

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Dividendes sur actions et autres titres à revenu variable		
Dividendes sur titres de participation et autres titres à long terme		
Part dans les entreprises liées		
Autres		
Total		

Note 11. – Produit net des commissions.

(En milliers d'Euros)	Charges	Produits	Net 2017	Net 2016
Opérations avec les établissements de crédit				
Opérations avec la clientèle				
Opérations sur titres				
Opérations de crédit bail et assimilées				
Opérations de location simple				
Opérations de change et sur instruments financiers				
Engagement de financement et de garantie				

Prestations de services et autres	1		-1	-1
Total	1		-1	-1

Note 12. – Charges générales d'exploitation.

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Frais de personnel (1)		
Salaires et traitements		
Charges sociales et fiscales sur rémunérations		
Autres		
Autres frais administratifs	-4 652	-4 380
Impôts et taxes	-1 089	-1 002
Services extérieurs (2)	-3 563	-3 378
Autres		
Total	-4 652	-4 380

(1) SG SCF n'emploie pas de personnel salarié et n'a aucun engagement de retraite ni de charges sociales,
(2) Les services extérieurs facturés par le groupe au 31/12/2017 s'élèvent à 3 113,70 K euros contre 2 850 K euros au 31/12/2016

Note 13.

1. Impôts sur les bénéfices

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Charge fiscale courante	3 850	4 386
Charge fiscale différée		
Total	3 850	4 386

2. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices :

Ventilation résultats (En milliers d'Euros)	Avant impôt	Retraitements	Incidence impôt sur les sociétés			Résultat après impôt
			Impôts brut (1)	Avoir fiscal crédit d'impôt	Impôt net imputé	
1 - Taxé au taux normal	10 474	707	3 727		3 727	6 747
2 - Taxé au taux réduit ou non taxable						
I. Résultat brut d'exploitation (1 + 2)	10 474	707	3 727		3 727	6 747
3 - Taxé au taux normal						
4 - Taxé au taux réduit ou non taxable						
II. Cout du risque (3 + 4)						
III. Résultat d'exploitation (I + II)	10 474	707	3 727		3 727	6 747
5 - Taxé au taux normal						
6 - Taxé au taux réduit ou non taxable						
IV. +/- gains ou pertes sur actifs immobilisés (5 + 6)						
V. Résultat courant avant impôt (III + IV)	10 474	707	3 727		3 727	6 747
VI. Résultat exceptionnel						
Dotation nettes aux provisions réglementées						
Impôt courant			3 727		3 727	
Impôt différé						
Crédit d'impôt comptabilisé						
Contributions			123		123	-123
Autres (à préciser)						
Résultat net	10 474	707	3 850		3 850	6 624

(1) Signes : l'impôt est signé en + pour une dette et en - pour une créance

Note 14. – Opérations non inscrites au bilan.

Conformément au règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Cette annexe regroupe les informations sur les engagements financiers et opérations qui ne figurent pas au bilan. Sont présentées les opérations dont les risques et avantages en résultant sont significatifs et dont la divulgation est nécessaire pour l'appréciation de la situation financière de l'entreprise.

1. Engagements hors-bilan comptabilisés :

1.1. Hors-bilan - Engagements reçus et donnés :

(En milliers d'Euros)	Nature	31/12/2017
Engagements donnés :		
Engagements de financement :		
En faveur d'établissements de crédit		
En faveur de la clientèle		
Engagements de garantie :		
D'ordre d'établissements de crédit		
D'ordre de la clientèle		
Engagements reçus :		
Engagements de financement :		
D'établissements de crédit		
De la clientèle		
Engagements de garantie :		
D'établissements de crédit		
De la clientèle		

1.2. Hors-bilan - Engagements sur titres :

(En milliers d'Euros)	Nature	31/12/2017
Titres à livrer		
Titres à recevoir		

1.3 - Hors-bilan - Engagements douteux :

1.4 - Hors-bilan - autres engagements. — Engagements reçus de la Société Générale : Créances remises en garantie et Bonds Collatéraux : 11 470 829

2. Engagements non comptabilisés en hors bilan :

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	Échéance	Bénéficiaire contrepartie	Commentaires
Engagements donnés				
Engagements reçus				

Note 15. – Opérations en devises.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017				31/12/2016			
Devise	Actif contrevaieur €	Passif contrevaieur €	Devises à recevoir	Devises à livrer	Actif contrevaieur €	Passif contrevaieur €	Devises à recevoir	Devises à livrer
EUR	9 904 558	9 904 558		37 327	8 683 627	8 683 627		381 649
USD	1 300	1 300	41 691		1 853	1 853	492 363	
GBP								
JPY								
Autres								
Total	9 905 858	9 905 858	41 691	37 327	8 685 480	8 685 480	492 363	381 649

La position de change bilancielle induite des montages emprunts obligataires en USD et prêts EUR est parfaitement couverte par la position de change symétrique des "Cross Currency Interest Rate swap".

Position de change portée en résultat : 0

Note 16.

1. Engagements sur instruments financiers à terme :

(En milliers d'Euros)	Opérations de gestion de positions	Opérations de couverture	Juste valeur	Total 31/12/2017	31/12/2016
Opérations fermes		6 571 691		6 571 691	6 607 434
Opérations sur marchés organisés et assimilés :					
Contrats à terme de taux d'intérêt					
Contrats à terme de change					
Autres contrats à terme					
Opérations sur marchés de gré à gré		6 571 691		6 571 691	6 607 434
Swaps de taux d'intérêt (1)		6 571 691		6 571 691	6 607 434
Swaps financiers de devises					
FRA					
Autres					
Opérations conditionnelles					
Options de taux d'intérêt					
Option de change					
Option sur actions et indices					
Autres options					
Total		6 571 691		6 571 691	6 607 434
(1) Juste valeur des opérations qualifiées de couverture : La juste valeur des swaps de taux contractés par la SG SCF s'établit au 31/12/2017 à 7 486 030 472 euros					

2 - Ventilation des instruments financiers selon leur durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Swaps de taux d'intérêts Euro	1 380 000	3 780 000	1 370 000	6 530 000
Swaps de taux d'intérêts devise USD contre valeur euro		41 691		41 691
Total	1 380 000	3 821 691	1 370 000	6 571 691

Note 17. – Emplois et ressources ventilés selon la durée restant à courir.

(En milliers d'Euros)	Durée restant à courir au 31 décembre 2017				
	Moins de 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emplois :					
Créances sur les établissements de crédit	246 786	1 383 647	3 827 327	4 220 000	9 677 760
Opérations avec la clientèle					
Obligations et autres titres à revenu fixe					
Titres de transaction					
Titres de placement					
Titres d'investissement					
Actions et autres titres à revenu variable					
Titres de transaction					
Titres de placement					
Titres d'investissement					
Ressources :					
Dettes envers les établissements de crédit	7				7
Opérations avec la clientèle					
Dettes représentées par un titre	173 976	1 425 196	3 831 691	4 220 000	9 650 863

Note 18. – Identité de la société consolidante.

Les comptes annuels de la SA SOCIETE GENERALE SCF sont inclus selon la méthode de l'intégration globale dans le périmètre de consolidation de :

SA SOCIETE GENERALE - 29 boulevard Haussmann 75009 PARIS

En conséquence, la société est exemptée de l'obligation d'établir des comptes consolidés ainsi qu'un rapport de gestion consolidé.

Note 19. – Intégration fiscale.

La Société SOCIETE GENERALE SCF est intégrée fiscalement dans le groupe SOCIETE GENERALE depuis le 01/01/2005

Son résultat fiscal déterminé comme si elle n'était pas membre du groupe est le suivant :

Bénéfice à court terme de 11 180 994 €

Du fait de l'intégration fiscale, une dette de 3 849 989 € envers la société mère a été comptabilisée en compte courant SG au bilan par contrepartie au compte de résultat du poste impôt sur les bénéfices.

Note 20. – Informations concernant les entreprises liées.

Le présent état concerne les entreprises liées, c'est-à-dire celles susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable et les entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation (sociétés détenues entre 10 et 50 %).

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	Part entreprises liées
Postes de l'actif :		
Créances sur les établissements de crédit	9 677 760	9 677 760
Opérations avec la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Crédit-bail et location avec option d'achat		
Location simple		
Immobilisations		
Autres actifs et comptes de régularisation	228 084	226 016
Postes du passif :		
Dettes envers les établissements de crédit	7	7
Opérations avec la clientèle		
Dettes représentées par un titre	9 650 863	3 081 029
Autres passifs et comptes de régularisation	17 837	8 097
Provisions et subventions d'investissement		
Dettes subordonnées		
Postes du hors bilan :		
Engagements de financement		
Engagements en faveur d'établissement de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle		
Engagements reçus d'établissement de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie		
Engagements en faveur d'établissement de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle		
Engagements reçus d'établissement de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements sur titres		
Opérations en devises	4 364	4 364
Engagements sur instruments financiers à terme	6 571 691	6 571 691
Autres engagements	11 470 829	11 470 829
Engagements douteux		
Postes du compte de résultat :		
Intérêts et produits assimilés	250 072	250 072
Revenus des titres à revenu variable		
Produits de commissions		

Intérêts et charges assimilées	-234 650	24 014
Charges de commissions	-1	
Autres charges d'exploitation bancaires	-295	-204
Autres frais administratifs	-4 652	-3 114

Note 21. – Honoraires des commissaires aux comptes.

Les honoraires de la lettre de mission de notre commissaire aux comptes, au titre de l'exercice 31/12/2017, s'élève à :

DELOITTE & ASSOCIES	17 060,00 €
ERNST & YOUNG	17 060,00 €

Les honoraires HT de la reforme d'audit, au titre de l'exercice 31/12/2017, s'élève à :

DELOITTE & ASSOCIES	10 500,00 €
ERNST & YOUNG	10 500,00 €

Note 22. – Ventilation des produits bancaires.

(En milliers d'Euros)	Produits France	Produits export	2017	2016
Intérêts et produits assimilés	250 072		250 072	412 664
Produits sur opérations de crédit bail et assimilées				
Produits sur opérations de location simple				
Revenus des titres à revenu variable				
Produits de commissions				
Gains de change				
Autres produits d'exploitation bancaire				
Total	250 072		250 072	412 664

Note 23. – Tableau des flux de trésorerie.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Activités d'exploitation :		
Résultat de l'exercice	6 624	7 906
Retraitements du résultat, liés aux opérations d'exploitation		
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		
Dotations nettes aux dépréciations/clientèle et établissements de crédit		
Dotations nettes aux dépréciations/titres de placement		
Dotations nettes aux provisions/crédit		
Gains nets sur la cession d'immobilisations		
Autres mouvements sans décaissement de trésorerie		3
Flux de trésorerie sur prêts aux établissements de crédit et à la clientèle	-1 330 051	1 111 279
Flux de trésorerie sur titres de placement		
Flux de trésorerie sur titres d'investissement		
Flux sur autres actifs	966	-1 031
Flux sur dettes/établissements de crédit et clientèle	106 364	-11 043
Émissions nettes d'emprunts		
Flux sur autres passifs	-561	-1 807
Trésorerie nette utilisée par les activités d'exploitation	-1 216 658	1 105 307
Activités d'investissement :		
Flux liés à la cession de :		
Actifs financiers		
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Décaissements pour l'acquisition de :		
Actifs financiers		
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Flux net provenant d'autres activités d'investissement		

Trésorerie nette utilisée par les activités d'investissement		
Activités de financement :		
Flux de trésorerie due à l'émission d'actions		
Dividendes versés		
Émissions nettes de dettes subordonnées		
Autres	1 218 160	-1 326 761
Trésorerie nette due aux activités de financement	1 218 160	-1 326 761
Total activités	1 502	-221 454
Variation de la trésorerie nette :	1 502	-221 454
Trésorerie à l'ouverture	8 002	229 456
Trésorerie à la clôture	9 503	8 002
Net	1 502	-221 454
Caisse et banques centrales	14	21
Opérations à vue avec les établissements de crédit	9 489	7 981
Total	9 503	8 002

Le tableau des flux de trésorerie analyse l'évolution des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, des activités d'investissement et des activités de financement entre deux exercices financiers.

Les activités de financement représentent les Emprunts Obligataires.

Le TFT a été établi conformément aux règles applicables au règlement 91-01 du Comité de la réglementation bancaire applicable aux établissements de crédit, ainsi qu'aux principes comptables généralement admis dans la profession bancaire française.

IV. — Affectation du résultat.

Deuxième résolution. — L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice soit 6.624.225,45euros, augmenté du report à nouveau antérieur, créditeur de 76.500.961,32 euros, soit un résultat à affecter de 83.125.186,77 euros, de la manière suivante :

— Réserve légale (5% du bénéfice) : 331.211,27 euros

— Report à nouveau : 82.793.975,50 euros

L'Assemblée Générale prend acte, conformément à la disposition de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, que la société n'a procédé à aucune distribution de dividendes au titre des 3 exercices précédents. Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

(Exercice clos le 31 décembre 2017)

A l'assemblée générale de la Société Générale SCF,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Société Générale SCF relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiqués dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre

jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et aux participations réciproques vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société générale SCF par votre assemblée générale du 31 décembre 2007 pour le cabinet DELOITTE & ASSOCIES et du 26 octobre 2007 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2017, nos cabinets étaient dans la onzième année de leur mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

– il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriés en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon, les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptables et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes de l'exercice et constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n°537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, 29 mars 2018.

Les commissaires aux comptes :

DELOITTE & ASSOCIES ;
Marjorie Blanc-Lourme,

ERNST & YOUNG et AUTRES ;
Micha Missakian.

VI. — Documents sociaux.

Les documents relatifs à la société et en particulier ses statuts, ses comptes, les rapports présentés à ses assemblées par le Conseil d'Administration ou les commissaires aux comptes, peuvent être consultés au 17 cours Valmy – 92800 Puteaux.

Documents comptables annuels approuvés par l'AGM du 17 mai 2018.